

# NEWSLETTER

## **Loi « Retrait Rachat »**

Au Luxembourg, le 1er octobre 2012 est entrée en vigueur la loi du 21 juillet 2012 relative au retrait et au rachat obligatoire de titres de sociétés admis à la négociation sur un marché réglementé ou ayant fait l'objet d'une offre au public, la loi « Retrait Rachat ».

Le but de cette loi est de combler un manque par l'introduction de 2 possibilités dans le droit luxembourgeois :

- 1) Renforcer le droits des actionnaires minoritaires en leur offrant la possibilité de rachat obligatoire de leurs actions;
- 2) Donner le droit aux actionnaires majoritaires la possibilité d'un retrait obligatoire contre un « juste prix ».

Les sociétés visées par cette loi sont uniquement les sociétés «publiques» ayant leur siège social au Luxembourg. Sont exclues du champ d'application de la Loi « Retrait Rachat » les sociétés fermées», c'est-à-dire celles ne faisant pas ou n'ayant pas fait publiquement appel à l'épargne ainsi que les sociétés dont l'objet est le placement collectif des capitaux recueillis auprès du public (telles que les SICAV).

Le droit d'effectuer un retrait obligatoire est exclusivement réservé aux

actionnaires majoritaires. Sont définis comme majoritaires, les actionnaires qui peuvent être des personnes physiques ou morales qui détiennent, seules ou avec des personnes agissant de concert avec elles, directement ou indirectement, des titres leur conférant au moins 95% des droits de vote d'une société.

L'actionnaire majoritaire doit informer la CSSF lorsqu'il acquiert au moins 95% du capital assorti des droits de vote et 95% des droits de vote d'une société tombant sous le champ d'application de la Loi Retrait Rachat ou bien lorsqu'il tombe en dessous de ces seuils.

## **Procédure de retrait obligatoire – Squeeze-out**

Un actionnaire majoritaire doit en premier lieu, informer la CSSF de sa décision d'exercer un retrait obligatoire et s'engager à mener le retrait obligatoire à terme. L'actionnaire majoritaire devra ensuite en informer la société et publier sans délai sa décision. Le retrait doit s'effectuer à un « juste prix » qui devra être déterminé par un expert indépendant. Le mois suivant la première notification à la CSSF, l'actionnaire majoritaire devra informer la CSSF du prix proposé avec le rapport d'évaluation des titres. L'actionnaire majoritaire devra communiquer ces informations à la

société concernée et publier sans délai le prix proposé ainsi que le rapport d'évaluation.

A défaut d'opposition d'un minoritaire dans le délai d'un mois après la date de publication du prix proposé, la CSSF accepte le prix proposé en tant que juste prix et en informe l'actionnaire majoritaire et la société.

En cas d'opposition d'un minoritaire, la CSSF demande un deuxième rapport d'évaluation et prendra une décision dans les trois mois suivant la réception du deuxième rapport. Le prix alors décidé par la CSSF sera publié sur son site internet.

### **Sell-out**

Les actionnaires minoritaires peuvent forcer l'actionnaire majoritaire à leur

racheter leurs titres. L'actionnaire minoritaire doit en informer l'actionnaire majoritaire dans le cadre de la procédure prévue.

La notification à la CSSF et la publication liée à l'évaluation du juste prix sont conformes à la procédure susmentionnée.

La CSSF est désignée comme l'autorité compétente pour surveiller notamment la fixation du juste prix et pour contrôler le bon déroulement des procédures de rachat et de retrait obligatoires. La CSSF peut sanctionner le non-respect des procédures par des amendes. Des sanctions pénales sont également prévues dans le cas d'informations inexacts ou incomplètes.

*(Régis Lux)*

## **Droits de congé des employés décédés sont maintenant transmissibles aux héritiers**

Quand un employé ne peut pas prendre son congé et qu'il décède, les membres de sa famille ont un droit de compensation, juge la Cour de Justice Européenne change la jurisprudence existante.

Ce règlement a l'air incongru, mais un cas de jurisprudence existe dorénavant. Le cas est le suivant: un employé ne pouvait pas prendre ses jours de congé pendant plusieurs années et s'est retrouvé avec 146 jours de congé non pris. L'homme est devenu gravement malade et est décédé. Son épouse a demandé une compensation

financière pour les jours de congés non pris et non payés.

L'épouse a introduit sa demande devant plusieurs instances en Allemagne. Les tribunaux de travail se sont prononcés sur base de la jurisprudence de la cour fédérale de travail, qui dit qu'avec la mort de l'employé toutes les prétentions sur congé non pris sont abrogées. Le congé est lié à la personne physique et ne peut pas être hérité ou transféré.

La veuve et leur avocat ont fait appel sur base des directives européennes sur le temps de travail 2003/88. La Cour des

tribunaux de Hamm a transféré le cas à la Cour de Justice Européenne.

La Cour de Justice Européenne a pris sa décision comme suit : Selon le droit EU, le droit sur congé payé ou sur une compensation financière pour le cas cité n'étant pas pris, celui-ci ne doit pas être perdu du fait que l'employé est décédé et rappelle à sa jurisprudence permanente, que le droit au congé annuel payé est un

droit très important du point du droit social.

Ce jugement ne renforce pas seulement les droits de l'employé. Il met également en garde l'employeur de s'assurer de la prise des congés dans les délais dus et par la même à veiller à la santé de leur employés. Dans ce cadre, l'employeur se protégera des futures exigences des membres de la famille.

*(Katharina von Gregory)*

### **Nouveautés fiscales**

#### **En matière d'impôts indirects :**

Suite à l'entrée en vigueur de la loi du 1er avril 2014 et de la loi du 26 mars 2014, la valeur de l'usufruit, du droit d'habitation et du droit d'usage dans les mutations à titre onéreux et à titre gratuit se trouvent désormais fixées selon des critères légaux tenant compte de l'âge du bénéficiaire. Ces critères légaux ainsi que d'autres dispositions se trouvent précisés dans la circulaire n°767 du 7 avril 2014.

#### **En matière d'impôts directs :**

De nouvelles conventions internationales sur les doubles impositions ont été récemment conclues entre le Luxembourg et les pays suivants:

- ✓ Seychelles, Tadjikistan, Macédoine, Kazakhstan (entrée en vigueur le 01.01.2014)
  - ✓ Sri Lanka, Laos (entrée en vigueur le 01.01.2015)
- (Françoise Goosse)*

### **Nouvelle loi applicable à la succession dans l'Union Européenne**

L'Union Européenne a inséré une nouvelle loi applicable à la succession d'une personne physique qui décède dans un pays autre que celui de sa nationalité ou de son pays de résidence ou en laissant des biens dans un pays autre que celui de sa nationalité ou de son pays de résidence.

La réglementation entrera en vigueur le 17 août 2015, mais d'un point de vue d'une planification successorale sécurisée et d'une conception appropriée, elle est à prendre en charge dès aujourd'hui.

Le droit applicable à la succession, est le droit du pays dans lequel le défunt a eu sa résidence habituelle au moment de sa mort. Une exception est applicable pour les biens immobiliers avec une application de loi à la succession du pays où se trouvent les biens immobiliers (Principe de la division immobilière). Cela a pour conséquence que la succession peut être morcelée en plusieurs sous-successions. Pour éviter ce morcellement, un

règlement européen entrera en vigueur le 17 août 2015.

Pour tous les luxembourgeois habitant dans la zone frontalière, on peut recommander à ceux-ci de s'informer à temps sur les conséquences fiscales allemandes, françaises ou belges et de se faire conseiller sur la possibilité du choix de la loi nationale à appliquer sur sa succession.

*(Katharina von Gregory)*

### **Détachement d'un résident allemand au Luxembourg par son employeur allemand**

Un résident allemand, qui est envoyé par son employeur allemand pour exercer une mission temporaire au Luxembourg reste imposable en Allemagne à la condition que la durée de sa mission soit inférieure à 183 jours. Suivant l'ancienne convention fiscale, le calcul des 183 jours se faisait par référence à l'année civile.

La nouvelle convention prévoit que le calcul des 183 jours doit se faire

dorénavant en référence à toute période de 12 mois commençant ou se terminant dans l'année calendrier concernée.

Par exemple, un frontalier allemand est détaché au Luxembourg pour une mission de 8 mois commençant le 01.09.2014 pour se terminer le 30.04.2015.

*(Katharina von Gregory)*

### **Modification de l'article L.122-10 du Code du travail**

En décembre 2013, la chambre a adopté une loi pour l'égalité des chances entre les salariés occupés par un contrat à durée déterminée (CDD) et ceux occupés par un contrat à durée indéterminée (CDI).

L'article L.122-10 dispose déjà que l'employeur doit appliquer les mêmes dispositions légales et conventionnelles aux salariés liés par un contrat de travail à

durée déterminée et aux salariés engagés par un contrat de travail à durée indéterminée.

L'article 1 de la loi du 23 décembre 2013 a ajouté un alinéa 2 à l'article L.122-10 selon lequel l'employeur est obligé d'informer ses salariés occupés par contrat de travail à durée déterminée en cas de recrutement sous contrat de travail

à durée indéterminée et ce, au moment de la vacance du poste en question.

Les conséquences en cas de non-respect d'information ne sont pas encore connues.  
*(Katharina von Gregory)*

## **FATCA**

Pour tous les clients privés ou toutes les sociétés, pour lesquels nous faisons des déclarations d'impôts sur le revenu

concernant les USA, les éléments suivants peuvent vous intéresser :

Les Etats-Unis ont introduit le « Foreign Account Tax Compliance Act » (« FATCA »), pour motiver les citoyens et les entreprises américaines ayant des comptes à l'étranger de se conformer aux réglementations fiscales des États-Unis. En relation à cette convention, les instituts financiers étrangers s'engagent à communiquer les informations sur les comptes détenus à l'étranger par des citoyens et entreprises aux autorités fiscales américaines. Dans le cas de non-respect de cette obligation d'informations, une retenue à la source de 30% sera appliquée.

Il existe deux modèles différents, avec lesquels FATCA peut être mis en pratique. Ces modèles ont été proposés aux états étrangers pour servir de base aux négociations. La grande différence entre le modèle 1 et 2 est la suivante : pour le modèle 1, l'état étranger s'engage à transférer les informations à leur autorité fiscale locale qui à son tour transférera les informations à l'autorité fiscale américaine « Inland Revenue ». Pour le modèle 2, les instituts financiers communiqueront les informations directement à l'autorité fiscale américaine.

Le 21 mai 2013, le Luxembourg a opté pour le modèle 1. Le 27 février 2014 tous les accords ont été approuvés et le tout a été signé par les USA le 24 mars 2014.  
*(Françoise Goose)*

## **Le nouveau paquet de TVA de l'Union Européenne à partir de 2015**

A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015, entrent en vigueur de nouvelles règles TVA régissant les services de télécommunication, de radiodiffusion, de télévision et services fournis par voie électronique à des preneurs non-assujettis à la TVA (B2C).

A partir du 1<sup>er</sup> janvier 2015, les services de télécommunication, de radiodiffusion,

de télévision et services fournis par voie électronique seront soumis à la TVA de l'Etat de domicile ou de résidence habituelle du client non-assujetti (principe du pays de consommation). Pour les entreprises concernées, cela implique que le prestataire devra potentiellement s'immatriculer à la TVA et procéder au dépôt de déclarations dans

chaque Etat membre où ses clients sont localisés.

Afin d'éviter une trop grande charge administrative pour les prestataires de ce type de services, un système de guichet unique « Mini One Stop Shop-MOSS » a été mis en place. Il sera opérationnel à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2015.

*(Françoise Goosse)*

### **De quoi s'agit-il ?**

Ce système de guichet unique MOSS permettra aux prestataires de s'immatriculer, déclarer et payer la TVA due au titre de ces services dans un seul Etat membre, qui assurera le lien avec les autres Etats membres.

### **Quelles sociétés sont affectées ?**

Les entreprises concernées sont celles qui offrent les services susmentionnés à des personnes non-assujetties à la TVA. Actuellement, la facturation de ce type de services par des prestataires établis dans l'Union européenne à des non-assujettis domiciliés dans l'Union européenne est soumise à la TVA de l'Etat du siège du prestataire.

Les entreprises offrant les services suivants seront concernées :

- Mise à disposition de websites, web-hosting, télémaintenance de programmes et d'équipement;
- Mise à disposition de software et leur actualisation;

- Mise à disposition d'images (Download d'images, photos);
- Mise à disposition de textes et d'informations;
- Mise à disposition de bases de données;
- Mise à disposition de musique (Download de musique pour pc, pour téléphone mobile, Download de Jingles, de sonneries et autres sons);
- Mise à disposition de films, de jeux et de loteries;
- Mise à disposition d'événements et de programmes de télévision;
- Service d'enseignement à distance;
- Enchères en ligne de bases de données automatiques et avec la saisie des données à cause du bénéficiaire, qui n'exige pas ou seulement un minimum d'intervention humaine (p. ex marché-online, shopping portal online) ;
- Forfait de services Internet incluant des accès supplémentaires d'informations (news, news météo, informations de voyages, forums de jeux, web-hosting, chats,...).

Beaucoup d'entreprises seront donc touchées par cette nouvelle réglementation et cela pour toutes les prestations réalisées pour des non-assujettis ayant leur domicile ou résidence habituelle en dehors du Luxembourg.

Important : La livraison des objets, qui sont commandés via internet comme les livres (version papier) ou les CDs ne tombe pas sous ce nouveau règlement.

### **Modalités pratiques du mini-guichet unique MOSS ?**

La TVA facturée suivant le taux TVA des pays de consommations sera collectée et déclarée via le portail internet VAT MOSS. La date de dépôt de la déclaration TVA pour ces ventes sera le 20 du mois suivant la fin du trimestre. La TVA sera payée à l'état de résidence du prestataire de service. L'Etat de résidence redistribuera la TVA aux Etats membres concernés.

### **Que doivent faire les entreprises ?**

Tout d'abord il faut déterminer si l'entreprise offre de services électroniques, entrant dans le champ d'application de la nouvelle réglementation. Ceux-ci doivent être identifiés et être distingués des autres services. Ensuite il faut distinguer les services fournis aux personnes assujetties et aux personnes non-assujetties. Pour les services offerts aux assujetties identifiés dans un autre Etat de l'UE, le principe de

Reverse Charge continue à s'appliquer (sauf exceptions).

Pour les services prestés pour les personnes non-assujetties, le prestataire doit veiller à facturer la prestation au taux TVA applicable dans le pays de consommation.

Le mini-guichet unique MOSS est intéressant pour les prestataires qui effectuent des prestations dans plusieurs Etats membres et qui ne sont pas encore immatriculées à la TVA dans ces Etats membres.

L'inscription au MOSS est possible à partir du 1<sup>er</sup> octobre 2014 et doit être faite pour le 31 décembre 2014 au plus tard. Il est recommandé de ne pas attendre les derniers jours de l'année 2014 pour procéder à l'inscription si l'on veut éviter les problèmes d'encombrement de fin d'année.

La date de dépôt des déclarations sera au plus tard le 20 du mois suivant la fin du trimestre.

*(Françoise Goosse)*